

Aide et Action France  
Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



## Aide et Action France

Exercice clos le 31 décembre 2024

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'association Aide et Action France,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Aide et Action France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du responsable administratif et financier et du directeur administratif et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 18 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG Audit

Joël Fusil



## Bilan au 31.12.2024 avant affectation du résultat : ACTIF

ACTIF	2024			2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 039 000</b>	<b>948 250</b>	<b>90 750</b>	<b>53 170</b>
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 039 000	948 250	90 750	53 170
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>3 421 090</b>	<b>1 736 822</b>	<b>1 684 267</b>	<b>1 852 634</b>
Terrains	609 796	0	609 796	609 796
Constructions	1 405 633	770 858	634 775	662 946
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 376 174	965 964	410 209	374 892
Immobilisations corporelles en cours	29 487	0	29 487	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0		0	205 000
<b>Immobilisations financières</b>	<b>126 274</b>	<b>0</b>	<b>126 274</b>	<b>137 920</b>
Participations et Créances rattachées	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	3 015		3 015	3 015
Prêts	114 804		114 804	126 465
Dépôts & cautionnements	8 455	0	8 455	8 440
Autres				0
<b>Total I</b>	<b>4 586 364</b>	<b>2 685 073</b>	<b>1 901 291</b>	<b>2 043 724</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>	<b>6 274</b>	<b>6 220</b>	<b>54</b>	<b>54</b>
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	2 182
Financements institutionnels	0	0	0	0
<b>Créances</b>	<b>3 371 653</b>	<b>0</b>	<b>3 371 653</b>	<b>5 886 866</b>
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 712 786	0	1 712 786	3 990 992
Créances reçues par legs ou donations	52 183	0	52 183	76 630
Autres	1 606 685	0	1 606 685	1 818 950
Produit à recevoir	0	0	0	295
Valeurs mobilières de placement	12 358	0	12 358	12 358
Instruments de trésorerie	0	0	0	0
Disponibilités	6 650 977		6 650 977	6 204 421
Charges constatées d'avance	331 020		331 020	153 174
<b>Total II</b>	<b>10 372 282</b>	<b>6 220</b>	<b>10 366 062</b>	<b>12 259 055</b>
Frais d'émission des emprunts (III)	0	0	0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0	0	0	0
Ecart de conversion Actif (V)	64 073		64 073	53 602
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>15 022 719</b>	<b>2 691 293</b>	<b>12 331 426</b>	<b>14 356 382</b>

## Bilan au 31.12.2024 avant affectation du résultat : PASSIF

PASSIF	2024	2023
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	5 387 175	5 406 623
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	5 387 175	5 406 623
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Fonds statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Fonds associatifs avec droit de reprise	0	0
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserves	0	0
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	0	0
Autres	0	0
Report à nouveau	0	0
Excédent ou déficit de l'exercice	132 478	-19 447
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>5 519 653</b>	<b>5 387 174</b>
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	0
Autres fonds associatifs	0	0
<b>Total I</b>	<b>5 519 653</b>	<b>5 387 174</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>	<b>3 033 269</b>	<b>3 265 356</b>
Fonds reportés liés aux legs ou donations	26 957	221 062
Fonds dédiés	3 006 312	3 044 294
<b>Total II</b>	<b>3 033 269</b>	<b>3 265 356</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	42 865	136 865
Provisions pour charges	63 107	57 552
Provision pour risques et charges	0	0
Provision pour risques de change	64 073	53 602
<b>Total III</b>	<b>170 045</b>	<b>248 019</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	624 929	428 366
Dettes des legs ou donations	25 237	60 568
Dettes fiscales et sociales	482 171	453 044
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 175 725	1 265 540
Instruments de trésorerie	0	0
Produits constatés d'avance	1 300 397	3 248 315
<b>Total IV</b>	<b>3 608 459</b>	<b>5 455 832</b>
Ecarts de conversion Passif (V)	0	0
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>12 331 426</b>	<b>14 356 382</b>



## Compte de résultat 2024

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	20 545	0
Ventes de biens et services	98 913	0
Ventes de biens	98 913	0
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	0	0
dont parrainages	0	0
Produits de tiers financeurs	0	0
Concours publics et subventions d'exploitation	1 932 871	3 474 110
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ressources liées à la générosité du public	10 700 278	11 029 985
Dons manuels	10 211 204	10 476 545
Mécénats	122 632	131 948
Legs, donations et assurances-vie	366 442	421 492
Contributions financières	666 270	423 839
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	193 232	230 477
Utilisations des fonds dédiés	1 377 832	425 118
Autres produits	12	153 758
Autres produits	12	153 758
<b>Total I</b>	<b>14 989 952</b>	<b>15 737 287</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	0	3 342
Variation de stock	0	2 098
Autres achats et charges externes	3 929 656	3 541 185
Aides financières	6 084 403	7 320 373
Impôts, taxes et versements assimilés	24 624	210 887
Salaires et traitements	2 180 705	2 209 912
Charges sociales	1 224 670	947 218
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	135 515	135 237
Dotations aux provisions	5 555	128 836
Reports en fonds dédiés	1 339 780	1 249 393
Autres charges	57 150	28 096
<b>Total II</b>	<b>14 982 058</b>	<b>15 776 577</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)</b>	<b>7 894</b>	<b>-39 291</b>

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>7 894</b>	<b>-39 291</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	130 355	43 344
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	53 602	47 410
Différences positives de change	3 947	17 146
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>Total III</b>	<b>187 903</b>	<b>107 900</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	64 073	53 602
Intérêts et charges assimilées	0	0
Différences négatives de change	551	502
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>Total IV</b>	<b>64 624</b>	<b>54 104</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>123 279</b>	<b>53 796</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>131 173</b>	<b>14 506</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	4 215	39 888
Sur opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0	0
<b>Total V</b>	<b>4 215</b>	<b>39 888</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	2 856	73 840
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	53	0
<b>Total VI</b>	<b>2 910</b>	<b>73 840</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>1 305</b>	<b>-33 952</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>15 182 070</b>	<b>15 885 075</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>15 049 592</b>	<b>15 904 522</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>132 478</b>	<b>-19 447</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	9 644	246 338
Bénévolat	38 574	41 916
<b>TOTAL</b>	<b>48 218</b>	<b>288 253</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	9 644	246 338
Personnel bénévole	38 574	41 916
<b>TOTAL</b>	<b>48 218</b>	<b>288 253</b>



## Avant-propos

L'ensemble des comptes et annexes présentés sont en Euros et font partie intégrante des comptes annuels d'AIDE ET ACTION France.

**L'exercice 2024 s'est clôturé pour Aide Et Action France avec un excédent de 132 478 €. Le total du bilan en fin de période est de 12 331 426 €.**

Les comptes annuels définitifs ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 6 juin 2025.

### 1. Faits marquants de l'exercice

Le processus de redynamisation de notre gouvernance internationale a connu une avancée significative en 2024. La création d'une structure associative unifiée, rassemblant l'ensemble des parties prenantes de notre mission sociale, est prévue pour 2025. Cette transformation d'envergure nous offrira davantage d'efficacité et de réactivité, afin d'agir au plus près des communautés pour lesquelles nous œuvrons.

Notons aussi que les équipes ont été très mobilisées par l'élaboration de la planification stratégique 2025-2029. Ce travail réaffirme que les projets doivent cibler :

- Les enfants avec un focus spécifique sur celles et ceux en âge d'être scolarisés au préscolaire, au primaire et au secondaire,
- Les jeunes exposées de plein fouet aux difficultés socio-économiques, citoyennes et politiques,
- Les adultes dont le manque d'éducation est un frein à leur développement personnel et à l'exercice de leurs droits et de leur citoyenneté,

Reconnaissant que certaines populations (filles, femmes, minorités, personnes en situation de handicap...) soient touchées de manière disproportionnée par les discriminations et inégalités, nous développons des actions dédiées pour lever les différents obstacles et leur garantir l'accès à une éducation de qualité.

## 2. Principes et méthodes comptables

### 2.1 Cadre légal de référence

L'association a arrêté ses comptes de l'exercice 2024 en respectant les prescriptions du règlement ANC n°2014-03 du Plan Comptable Général et les prescriptions du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ce dernier règlement, obligatoire à compter du 1er janvier 2024, est relatif aux règles comptables applicables aux associations et fondations.

En application de la loi n°91-772 du 7 Août 1991 et de l'arrêté du 22 Mai 2020, portant sur les organismes faisant appel à la générosité publique, l'association a établi un Compte d'Emploi Annuel des Ressources qui fait partie intégrante de l'Annexe aux comptes annuels. Celui-ci est établi conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC n°2018-06.

Le Compte de Résultat par Origine et Destination ainsi que le tableau de variation des fonds propres sont également partie intégrante de l'Annexe aux comptes annuels et sont établis conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC n°2018-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (sauf changements de méthodes comptables précisés au point 2.4)
- Indépendance des exercices, et conformément à l'ANC 2018-06 relatif au plan comptable général et aux modalités d'établissement des comptes annuels d'associations.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

**Les comptes sont établis en euros (€). Au 31 Décembre 2024, le total du bilan est de 12 331 426 €, le compte de résultat présenté sous forme de liste dégage un excédent de 132 478 €.**

### 2.2 Durée et période de l'exercice comptable

La durée de l'exercice est de 12 mois et couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

### 2.3 Méthode d'agrégation des comptes

Les comptes de l'association Aide et Action France résultent de l'agrégation des opérations. Ils intègrent également les financements octroyés aux entités AIDE ET ACTION juridiquement autonomes à hauteur des dépenses réalisées à la date de clôture : AIDE ET ACTION INTERNATIONAL Afrique, AIDE ET ACTION Asie du Sud Est (Hors Vietnam) AIDE ET ACTION INTERNATIONAL Asie du Sud.

#### 2.3.1 Périmètre d'agrégation des activités d'AIDE ET ACTION France

Les programmes « intégrés » regroupent les pays dans lesquels les projets sont gérés directement par AIDE ET ACTION France. Il s'agit du Vietnam.

Les programmes « non intégrés » concernent les pays suivants vis-à-vis desquels AIDE ET ACTION France joue un rôle de tiers financeur :

- Burkina Faso, Bénin, Guinée, Madagascar, Mali, Sénégal, Niger, et Togo dont les actions sont portées par l'association AIDE ET ACTION INTERNATIONAL Afrique ;
- Inde, Sri Lanka, Népal, dont les actions sont portées par l'association de droit indien, AIDE ET ACTION INTERNATIONAL Asie du Sud ;
- Laos et Cambodge dont les actions sont entièrement portées par l'association AIDE ET ACTION INTERNATIONAL Asie du Sud Est.
- 

### 2.3.2 Comptes de liaison

Les opérations réalisées entre **AIDE ET ACTION France** et les **programmes « intégrés »** ainsi que celles réalisées entre **programmes « intégrés »** (transactions financières, achats pour compte, transferts de produits, de charges et d'immobilisations) transitent par des comptes de liaison fonctionnant de façon réciproque.

Ces comptes se neutralisent lors de l'agrégation des balances générales propres à chaque programme « intégré ».

Les transferts de fonds réalisés vers les **programmes non intégrés** (Inde, Afrique et l'Asie du Sud Est programmes gérés en partenariat) sont comptabilisés en comptes courants.

A la clôture de l'exercice, une régularisation est effectuée au regard des dépenses réellement effectuées dans ces programmes. Il en résulte deux situations possibles :

- Les fonds envoyés sont supérieurs aux dépenses réellement engagées ce qui génère la constatation à la clôture d'une créance vis-à-vis de ces entités, comptabilisée en « financement constaté d'avance » à l'actif,
- Les fonds envoyés sont inférieurs aux dépenses réellement engagées ce qui génère la constatation à la clôture d'une dette vis-à-vis de ces entités, comptabilisée en « financement à effectuer » au passif.

### 2.3.3 Méthode de conversion des comptes en devises

Les balances générales de chaque programme « intégré » sont tenues en devise locale tout au long de l'année et sont converties au 31 décembre en Euros pour les besoins des états financiers de l'Association Aide et Action France, selon les modalités suivantes :

#### Postes du bilan :

Les immobilisations et amortissements :	taux historique
Comptes de liaison permanents (RAN) :	taux historique
Comptes de liaison du bas de bilan :	taux historique
Comptes de liaison de résultat :	taux historique
Les autres postes du bilan :	taux de clôture

**Postes du compte de résultat :**

Dotations aux amortissements et VNC des

Immobilisations cédées :

taux historique

Autres postes :

taux moyen annuel

Cette opération d'« agrégation » des comptes en utilisant différents taux de conversion génère des écarts de conversion (différence entre les actifs et les passifs des bilans convertis) pour chacun des programmes intégrés. Ces écarts sont comptabilisés au bas du bilan de l'association sur les postes « Écart de conversion actif » et « Écart de conversion passif ».

## **2.4 Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## **2.5 Changement de méthode et de présentation comptable**

Aucun changement de méthode et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## **2.6 Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan – Actif**

### **2.6.1 Immobilisations incorporelles (annexe 2 et 3)**

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatives à la définition, à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et à la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les immobilisations incorporelles acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition :

- Prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ;
- De tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de réalisation et sont amorties en linéaire selon les durées suivantes :

Logiciels standards	3 à 5 ans
Sites internet	5 ans
Logiciels développés par Aide et Action International	10 ans

### **2.6.2 Immobilisations corporelles (annexe 2 et 3)**

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatives à la définition, à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et à la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les immobilisations corporelles acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition :

- Prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ;
- De tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.



Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Conformément au CRC 2002-10, les durées d'amortissement correspondent à la durée d'utilité.

Les immobilisations corporelles sont amorties en linéaire selon leur durée comme suit :

Constructions	50 ans
Agencements et installations	3 à 10 ans
Matériels et outillages	3 à 4 ans
Matériels de transport	2 à 4 ans
Mobiliers	3 à 6 ans
Matériels de bureau	3 à 6 ans
Matériels informatiques	3 à 4 ans

### **2.6.3 Immobilisations financières (annexe 2)**

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par la valeur d'acquisition après déduction des éventuels remises, rabais et escomptes de règlement.

Lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation financière est devenue inférieure à sa valeur nominale, il convient de constituer une dépréciation égale à la différence entre ces deux valeurs.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition sont rattachés au coût d'acquisition des immobilisations financières.

### **2.6.4 Stocks**

Les stocks figurant au bilan représentent les stocks d'approvisionnements et de fournitures nécessaires au fonctionnement des programmes et du siège. Ils sont valorisés selon la méthode du "Prix Moyen Pondéré". Des provisions pour dépréciation sont enregistrées quand les articles concernés présentent des taux de rotation anormaux.

### **2.6.5 Autres créances (annexe 4)**

Les autres créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Les créances faisant l'objet de contentieux ou d'une procédure collective sont totalement provisionnées.

### **2.6.6 Valeurs Mobilières de Placement (annexe 5-1)**

En cours d'exercice, la comptabilisation des plus ou moins-values réalisées sur les valeurs mobilières de placement s'effectue selon la méthode du « premier entré, premier sorti ». A la clôture de l'exercice, une provision pour dépréciation est constituée si le cours de ces valeurs est inférieur à leur coût d'acquisition.

### **2.6.7 Disponibilités (annexe 5-2)**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse sont évaluées à leur valeur nominale. Les comptes en devises étrangères sont convertis au taux de clôture. Les éventuels gains ou pertes de change résultant de la conversion sont constatés en résultat financier.

## **2.7 Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan – Passif**

### **2.7.1 Fonds associatifs**

Le projet associatif est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'association pour réaliser l'objet social. Un certain nombre de projets dont la réalisation peut s'étendre sur plusieurs exercices, peut faire l'objet d'affectations de ressources par l'assemblée générale. Le Conseil d'Administration peut également décider de l'utilisation des fonds associatifs pour faire face à des situations d'urgence.

L'affectation à ces réserves ou la constatation de leur utilisation se réalise lors de l'affectation du résultat annuel sur approbation de l'Assemblée Générale.

### **2.7.2 Provision (annexes 8)**

Aide et Action France applique les règles de constitution et d'évaluation des provisions pour risques et charges (CRC n°2000-06). Ces provisions permettent de couvrir un risque ou une charge dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Ainsi une provision pour risques et charges est comptabilisée à la clôture si l'Association a une obligation légale, contractuelle ou implicite à l'égard d'un tiers et dont il est probable qu'elle générera une sortie de ressources.

Les montants provisionnés correspondent à la meilleure estimation des ressources nécessaires à l'extinction des obligations. Les provisions pour litiges sont déterminées sur la base de chaque dossier en fonction des procédures en cours, des demandes faites et de leurs chances de réalisation.

Les indemnités de fin de carrière sont provisionnées et calculées selon une méthode actuarielle.

Les hypothèses 2024 de calcul de la dette actuarielle des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,38 %
- Taux de progression salariale : 2 %
- Tableau de mortalité : 2000-2002
- Modalité de départ en fin de carrière : 64 ans pour les cadres et 64 ans pour les non cadres.

Une provision pour risque de change est comptabilisée pour couvrir l'intégralité des écarts de conversion actifs inscrits au bilan. Ces écarts sont générés majoritairement par l'intégration des comptabilités des programmes intégrés tenus dans une autre monnaie que l'euro.

### **2.7.3 Fonds dédiés (annexe 9)**

Les fonds dédiés enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le projet défini répond aux deux conditions suivantes :

- être conforme à la réalisation de l'objet de l'association
- être clairement identifié, les coûts imputables devant être nettement individualisés.
- le projet est défini par l'organe compétent.

Ainsi, Aide et Action France comptabilise des fonds dédiés sur:

- les financements institutionnels
- les fonds d'aide d'urgence

- certains dons privés

Les financements institutionnels constituent des subventions affectées et donnent lieu, le cas échéant, à la constatation de fonds dédiés à la clôture de l'exercice. Il en va de même pour les dons constituant les fonds d'aide d'urgence qui font l'objet d'un appel de fonds spécifique, et certains fonds privés dont la convention spécifie expressément l'utilisation des fonds pour un projet précis.

Les dons issus du parrainage ne sont pas des dons affectés et ne donnent pas lieu à la constatation de fonds dédiés. La contrepartie des fonds dédiés s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique « Reports en fonds dédiés ».

Le montant des fonds dédiés de l'exercice N est repris, sur les exercices suivants, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds par la contrepartie du compte « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », inscrit au compte de résultat.

#### **2.7.4 Fonds reportés (annexe 10)**

Les fonds reportés concernent les legs, les donations ainsi que les donations temporaires d'usufruit reçues.

Les fonds reportés correspondent aux ressources qui ne sont pas encore disponibles pour la réalisation de l'objet de l'association mais qui le seront dans le futur.

Les fonds reportés sur donations temporaires d'usufruit correspondent au droit relatif à l'usufruit inscrit à l'actif.

Les fonds reportés sur legs et donations enregistrent, à la clôture de l'exercice, la part des ressources reçues par legs ou donations constatées en produit d'exploitation au cours de l'exercice qui n'est pas encore encaissée ou transférée sous déduction des passifs provenant des legs ou donations non encore décaissés.

La contrepartie des fonds reportés enregistrés au titre des legs ou donations s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique « Reports en fonds reportés ».

Le montant des fonds reportés liés aux legs et donations de l'exercice est rapporté au résultat sur les exercices suivants au fur et à mesure de la réalisation des libéralités avec comme contrepartie le compte « Utilisations de fonds reportés ».

### **2.8 Règles et méthodes comptables relatives aux postes du compte de résultat**

#### **2.8.1 Legs et donation inscrits au compte de résultat**

##### ***Fait générateur de la comptabilisation des legs et donations***

Le fait générateur de comptabilisation est différent selon que la libéralité correspond à un legs ou bien une donation.

Pour les donations, le fait générateur correspond à :

- Soit à la date de signature de l'acte authentique de donation ;
- A la date de transfert de propriété si elle est postérieure à la date de signature de l'acte authentique.

Pour les legs, le fait générateur correspond à :

- A la date d'acceptation du legs par l'organe habilité de l'association. Il s'agit généralement du Conseil d'Administration ;
- A la date d'entrée en jouissance ou d'entrée en possession si ces deux dates sont postérieures à la date d'acceptation par l'organe habilité ;
- A la date de levée de la dernière condition suspensive si le legs est assorti de conditions suspensives.

### ***Méthode d'évaluation des biens***

Pour les biens ayant été reçus à titre gratuit, il convient de les évaluer et les comptabiliser pour leur valeur vénale. Cette dernière correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente d'un actif dans des conditions normales de marché et net des coûts directs liés à cette vente.

### ***Enregistrement à l'entrée dans le patrimoine***

A la date d'entrée en patrimoine, les biens et créances donnés ou légués sont enregistrés de la manière suivante à l'actif du bilan :

- Les espèces, comptes bancaires et autres actifs financiers sont enregistrés au débit du compte 461 « Créances reçues par legs ou donations », ce compte étant soldé une fois les fonds transférés ;
- Les biens autres que ceux décrits ci-dessus et qui sont destinés, selon la volonté du testateur/donateur ou bien de l'organe habilité de l'association, à renforcer les fonds propres sont enregistrés dans les comptes d'actifs par nature ;
- Les biens destinés à être cédés sont enregistrés au débit du compte 24 « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés ».

A cette même date, il convient d'enregistrer les passifs liés à l'acceptation du legs ou de la donation :

- Les dettes impayées par le défunt avant son décès ainsi que les dettes relatives au bien légué ou donné sont comptabilisées au crédit du compte 466 « Dettes des legs ou donations » ;
- Les engagements pris par l'association au titre des obligations stipulées par le testateur ou le donateur font l'objet d'une provision enregistrée au crédit du compte 152 « Provisions pour charges sur legs ou donations » ;
- Les frais de notaires relatifs aux dossiers de legs sont compris dans la rubrique « Dettes des legs ou donations » (compte 466).

A cette même date, il convient d'enregistrer la contrepartie qui correspond à l'actif net dans l'un des deux comptes suivants :

- Dans le compte de fonds propres 1024 « Autres fonds propres sans droit de reprise » si la libéralité est destinée à renforcer les fonds propres ;
- Dans le compte de produit 75432 « Legs ou donations » en l'absence de stipulation particulière.

### ***Enregistrements comptables à la clôture***

A la clôture, les biens qui n'ont pas été cédés ou les fonds/titres qui n'ont pas été transférés font l'objet d'une comptabilisation en fonds reportés. Les fonds reportés à comptabiliser correspondent au montant de l'actif net non réalisé.

Des dépréciations peuvent être pratiquées en cas de perte de valeur.



Si les libéralités destinées à être cédées ont été affectées par le testateur ou le donateur à un projet particulier et défini, il convient d'enregistrer un fonds dédié dans le cas où les ressources n'auraient pas été totalement employées conformément à l'engagement pris.

### ***Enregistrements comptables à la sortie du bien***

Lorsque le bien reçu par legs ou donation destiné à être cédé est réalisé, alors il convient de procéder à sa sortie de l'actif en mouvementant respectivement :

- Le compte de produit « Produits des cessions d'éléments d'actifs – Immobilisations reçues en legs ou donations destinées à être cédées » pour le montant du prix de cession ;
- Le compte de charge « Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés – Immobilisations reçues par legs ou donations » pour la valeur comptable enregistrée dans le compte 24 « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés ».

Les éventuelles dépréciations et les fonds dédiés font l'objet d'une reprise au compte de résultat.

Les fonds reportés initialement comptabilisés sont repris au compte de résultat par le biais du compte « Utilisations de fonds reportés » au fur et à mesure de la réalisation des libéralités.

## **2.8.2 Parrainages et dons**

Étant donné qu'ils constituent une ressource principale et non accessoire, les recettes de parrainages et les dons sont constatés en produit d'exploitation et non en exceptionnel.

En ce qui concerne la règle d'attachement des produits à l'exercice :

**Parrainages** : Sont enregistrés sur l'exercice, les règlements des parrainages datés de l'exercice, même s'ils sont encaissés après la date de clôture.

Des écritures en compte de régularisation en « Produits constatés d'avance » au passif sont enregistrées à la clôture dès lors que des parrainages reçus en année N se rattachent à l'exercice N+1.

**Dons** : Sont enregistrés sur l'exercice, les dons reçus avant la clôture pour les dons en numéraire. Les dons reçus par chèque sont enregistrés sur la base de la date figurant sur le chèque.

## **2.8.3 Assurances-vie**

Les assurances-vie sont enregistrées en produit lors de leur encaissement.

## **2.8.4 Subvention d'exploitation**

Ce sont des aides publiques dont bénéficient les associations affiliées pour leur permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont traitées conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 et 2018-06. La part de financement attribuée au titre des exercices futurs, dès lors qu'elle est connue, est inscrite en "Produits constatés d'avance", et l'éventuelle quote-part de l'exercice non utilisée à la clôture donne lieu à la comptabilisation de « Reports en fonds dédiés sur subventions d'exploitation ».

L'octroi des subventions est formalisé par la signature de conventions entre le financeur et l'association bénéficiaire qui peuvent contenir :

- Des conditions suspensives relatives à la mise en place et aux versements des subventions

- Des conditions résolutoires relatives à la non-utilisation des fonds ou à leur utilisation à des fins autres que celles pour lesquelles les fonds ont été versés.

Une subvention assortie d'une condition suspensive non-levée n'est pas acquise et n'est donc pas enregistrée en produit.

En revanche, la condition résolutoire ne suspend pas l'enregistrement de la subvention qui se trouve acquise dès la décision d'octroi.

S'il existe à la clôture un risque de reversement partiel ou de remboursement des dépenses non éligibles au titre du cofinancement, les conséquences dans les comptes sont les suivantes :

- Soit inscription d'une provision pour risque de reversement de subvention
- Soit inscription d'une dette (subvention partielle ou totale à reverser) envers le financeur.

### **2.8.5 Concours publics**

L'association ne dispose pas de ressources de cette nature.

### **2.8.6 Utilisation des fonds dédiés des exercices antérieurs**

Les sommes inscrites sous la rubrique "fonds dédiés" sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de la réalisation des engagements, par le crédit du compte "Utilisations des fonds dédiés".

### **2.8.7 Charges et produits exceptionnels**

Dans la rubrique « produits exceptionnels » figurent notamment les cessions d'immobilisations, et les reprises sur provisions exceptionnelles. Dans la rubrique « charges exceptionnelles » figurent les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées, les annulations de créances irrécouvrables sur des projets, et d'autres charges exceptionnelles.

### 3. Annexes

#### Annexe 1 : Actif immobilisé

ACTIFS IMMOBILISES BRUTS	Solde de clôture au 31/12/2023 Valeur Brute	Acquisitions	Mises au rebut	Cessions	Solde de clôture au 31/12/2024 Valeur Brute
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>973 941</b>	<b>65 060</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 039 000</b>
Logiciels informatiques	973 941	65 060	0	0	1 039 000
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations i	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>3 480 369</b>	<b>145 721</b>	<b>0</b>	<b>205 000</b>	<b>3 421 090</b>
Terrains	609 796	0	0	0	609 796
Construction	1 405 633	0	0	0	1 405 633
Construction sur sol d'autrui	0	0	0	0	0
Installations et agencements	1 020 578	105 551	0	0	1 126 129
Matériel et outillage	0	0	0	0	0
Matériel de transport	38 589	0	0	0	38 589
Matériel informatique	108 032	10 682	0	0	118 713
Equipement de bureau	92 741	0	0	0	92 742
Immobilisations corporelles en cours	0	29 487	0	0	29 487
Avances et acomptes sur immobilisations c	0	0	0	0	0
Bien reçus par legs ou donations destiné à être cédés	205 000	0	0	205 000	0
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
<b>Immobilisations financières</b>	<b>137 935</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 661</b>	<b>126 274</b>
Titres immobilisés	3 015	0	0	0	3 015
Prêts au personnel	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	8 455	0	0	0	8 455
Autres prêts	126 465	0	0	11 661	114 804
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>4 592 245</b>	<b>210 780</b>	<b>0</b>	<b>216 661</b>	<b>4 586 364</b>



## Annexe 2 : Amortissements des immobilisations

AMORTISSEMENTS	Solde d'ouverture au 01/01/2024	Dotations	Reprises	Provisions	Solde de clôture au 31/12/2024
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>920 771</b>	<b>27 480</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>948 251</b>
Logiciels informatiques	920 771	27 480	0	0	948 251
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	0	0	0		0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0		0
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 627 735</b>	<b>109 087</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 736 822</b>
Terrains	0	0	0		0
Construction	742 687	28 172	0	0	770 858
Construction sur sol d'autrui	0	0	0	0	0
Installations et agencements	700 622	63 114	0	0	763 737
Matériel et outillage	0	0	0	0	0
Matériel de transport	4 824	9 647	0	0	14 471
Matériel informatique	90 437	7 474	0	0	97 911
Equipement de bureau	89 166	680	0	0	89 846
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0		0
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0	0	0		0
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 548 506</b>	<b>136 567</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 685 073</b>

## Annexe 3 : Détail des créances

CREANCES	- 1 an	de 1 à 3 ans	+ 3 ans	Valeur 31 décembre 2024	Valeur 31 décembre 2023	Variation	%
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	<b>2 889</b>	<b>6 069</b>	<b>0</b>	<b>8 957</b>	<b>6 069</b>	<b>2 889</b>	<b>48%</b>
Fournisseurs débiteurs	2 889	6 069	0	8 957	6 069	2 889	48%
France	2 889	6 069	0	8 957	6 069	2 889	48%
Vietnam	0	0	0	0	0	0	0%
<b>Financements institutionnels</b>	<b>109 291</b>	<b>1 603 495</b>	<b>0</b>	<b>1 712 786</b>	<b>3 990 992</b>	<b>-2 278 206</b>	<b>-57%</b>
Financeurs débiteurs	109 291	1 603 495	0	1 712 786	3 990 992	-2 278 206	-57%
France	0	1 603 495	0	1 603 495	3 798 023	-2 194 528	-58%
Vietnam	109 291	0	0	109 291	192 968	-83 678	-43%
<b>Créances reçues par legs ou donation</b>	<b>500</b>	<b>51 693</b>	<b>0</b>	<b>52 193</b>	<b>76 630</b>	<b>-24 437</b>	<b>0%</b>
Créances reçues par legs ou donation	500	51 693	0	52 193	76 630	-24 437	0%
France	500	51 693	0	52 193	76 630	-24 437	-32%
Vietnam		0	0	0	0	0	0%
<b>Avances aux partenaires</b>	<b>20 630</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 630</b>	<b>0</b>	<b>20 630</b>	<b>0%</b>
Avances aux partenaires	20 630	0	0	20 630	0	20 630	0%
France		0	0	0	0	0	0%
Vietnam	20 630	0	0	20 630	0	20 630	0%
<b>Autres créances</b>	<b>12 218</b>	<b>1 564 879</b>	<b>0</b>	<b>1 577 097</b>	<b>1 812 882</b>	<b>-235 784</b>	<b>-13%</b>
Créances fiscales et sociales	13 186	0	0	13 186	6 281	6 905	110%
France	10 760	0	0	10 760	6 281	4 479	71%
Vietnam	2 426	0	0	2 426	0	2 426	0%
<b>Autres créances</b>	<b>-968</b>	<b>1 564 879</b>	<b>0</b>	<b>1 563 911</b>	<b>1 806 601</b>	<b>-242 689</b>	<b>-13%</b>
France	0	1 414 965	0	1 414 965	1 722 888	-307 923	-18%
Vietnam	-968	149 914	0	148 946	83 713	65 234	78%
<b>CREANCES</b>	<b>145 528</b>	<b>3 226 135</b>	<b>0</b>	<b>3 371 663</b>	<b>5 886 572</b>	<b>-2 514 908</b>	<b>-43%</b>

La réduction des créances de 43 % est attribuable aux paiements effectués par les bailleurs ainsi qu'à la diminution des conventions signées en 2024.



## Annexe 4 : Détail des comptes de trésorerie

### Annexe 4-1 : Détail des valeurs mobilières de placement

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	31-déc-24	31-déc-23
PARTS SCPI PIERRE ECUREUIL	12 358	12 358
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	12 358	12 358

Aucune moins-value n'est à constater à la clôture de l'exercice.

### Annexe 4-2 : Détail disponibilités

DISPONIBILITES	31-déc-24	31-déc-23	variation	%
Comptes bancaires	6 650 801	6 204 365	446 437	7%
France	6 427 141	5 995 485	431 656	7%
Vietnam	223 660	208 879	14 781	7%
Caisses	176	57	119	209%
France	176	57	119	209%
Vietnam	0	0	0	0%
DISPONIBILITES	6 650 977	6 204 421	446 555	7%

## Annexe 5 : Compte de régularisation – actif

Comptes de régularisation ACTIF	31-déc-24	31-déc-23	Variation	%
Charges constatées d'avance	331 020	153 174	177 846	116%
France	326 801	146 291	180 510	123%
Vietnam	4 219	6 883	-2 664	-39%
Produits à recevoir	0	295	-295	-100%
France	0	295	-295	-100%
Comptes de régularisation ACTIF	331 020	153 469	177 551	116%

## Annexe 6 : Écarts de conversion actif

Ecarts de conversion Actif	31-déc-24	31-déc-23
Région Asie du Sud Est	64 073	53 602
Vietnam	64 073	53 602
Autres	0	0
Ecarts de conversion Actif	64 073	53 602

## Annexe 7 : Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	5 406 623	-19 447			5 387 175
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	-19 447	19 447	132 478		132 478
<b>Situation nette</b>	<b>5 387 175</b>	<b>0</b>	<b>132 478</b>	<b>0</b>	<b>5 519 653</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>5 387 175</b>	<b>0</b>	<b>132 478</b>	<b>0</b>	<b>5 519 653</b>

## Annexe 8 : Provisions

PROVISIONS	Solde d'ouverture au 01 janvier 2024	Dotations	Reprises	Solde de clôture au 31 décembre 2024
<b>Provision pour risques</b>	<b>248 019</b>	<b>69 628</b>	<b>147 602</b>	<b>170 045</b>
<b>Provisions pour litiges</b>	<b>136 865</b>	<b>0</b>	<b>94 000</b>	<b>42 865</b>
France	136 865	0	94 000	42 865
Vietnam	0	0	0	0
<b>Provision pour risque de change</b>	<b>53 602</b>	<b>64 073</b>	<b>53 602</b>	<b>64 073</b>
France	53 602	64 073	53 602	64 073
Vietnam	0	0	0	0
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
France	0	0	0	0
<b>Autres provisions</b>	<b>57 552</b>	<b>5 555</b>	<b>0</b>	<b>63 107</b>
France	57 552	5 555	0	63 107
<b>Provision pour l'actif circulant</b>	<b>6 220</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 220</b>
<b>Provisions sur stocks et en cours</b>	<b>6 220</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 220</b>
France	6 220	0	0	6 220
Vietnam	0	0	0	0
<b>PROVISIONS</b>	<b>254 239</b>	<b>69 628</b>	<b>147 602</b>	<b>176 265</b>

En 2024, le montant total des provisions a diminué de 77 974 €, passant de 248 019 € à 170 045 €. Cette baisse significative s'explique principalement par d'importantes reprises de provisions, notamment sur les postes "provision pour litiges" (94 000 €).



## Annexe 9 : Tableau de variation des fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DIDIÉS ISSUS DE :	Code projet	FINANCEMENT	PROJET	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
						Montant global	Dont remboursement	Montant global	Dont fond dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
Subvention d'exploitation	Afrique								
	Projet sous régional								
	AFR007	AFD	Projet IEPPE	0	83 719	0	0	83 719	0
	AFR006	AFD	Projet ACTE-Afrique	67 056	0	67 056	0	0	0
	Burkina								
	BFA005	AFD	Projet EEPR	1 188	0	0	0	1 188	0
	Guinée								
	GIN006	AFD	GLCCAP_Gouvernance locale et contrôle citoyen de l'action publique	1 545	0	0	0	1 545	1 545
	GIN003	UE	Gouvernance Locale	26 164	0	26 164	0	0	26 164
	GIN004	AFD	CPD_Competences Pour Demain	18 226	17 684	2 443	0	33 467	0
	Madagascar								
	MDG006	AFD	Projet SANDRATRA	953 930	0	330 432	0	623 499	0
	Niger								
	NER004	AFD	Projet NE036 Projet BANA	624 122	0	0	0	624 122	624 122
	NIG037	AFD	PROJET NIG037 PASSEDUC	59 404	0	0	0	59 404	59 404
	Asie du Sud-Est								
	Vietnam								
	VNM019	UE	Promoting inclusive development for ethnic minority children and youth through employability and entrepreneurship	21 813	0	0	0	21 813	0
	VNM024	UE	Improve the resilience for irregular migrant workers from the impacts of COVID-19	107 136	58 234	107 136	0	58 234	0
	VNM024/LAO014	AFD	LAOS/VIETNAM	0	47 069	0	0	47 069	0
	Cambodge								
	KHM025	EU-FICOSAVED - EU- COSAVED	Consortium for Sustainable Alternatives and Voice for Equitable Development	913 936	1 015 307	745 642	0	1 193 602	0
Contribution financières d'autres organismes	Afrique								
	Projet sous régional								
	AFR002	THALES	SOLIDE_ Solidarités Locales et internationale pour le Développement par l'éducation	9 320		9 320	0	0	9 320
	Burkina								
	BFA020	FONDATION OCCITANE	BF - Apprendre Pour Changer	723	0	723	0	0	723
	BFA022	FONDATION BEL	BF022 - BF - PASS Obasaga	18	0	18	0	0	18
	BFA022	FONDATION ORANGE	BF022 - BF - PASS Obasaga	191	0	191	0	0	191
	BFA003	OIF	PROJET FORSELF	812	0	0	0	812	0
	BF017	FLORETTE FRANCE GSM	Micro finance -Alphabétisation- Maratchaga	455	0	455	0	0	0
	Niger								
	NE035	FONDATION ORANGE	Projet NE035 Village Orange	490	0	490	0	0	490
	NE031	FONDATION ENTR.ORANGE	Ni Tablette Numérique 13	285	0	285	0	0	285
	Guinée								
	GIN002	FONDATION ORANGE	PASS WALIA	1 532	0	0	0	1 532	1 532
	Madagascar								
	AFR007	LE FONDS L'OREAL POUR LES FEMMES		29 773	14 761	29 773	0	14 761	0
	MDG006	LE FONDS L'OREAL POUR LES FEMMES	Projet SANDRATRA	42 542	0	2 822	0	39 720	0
	MDG006	REFLEXE SOLIDAIRE ORANGE	Projet SANDRATRA	9 376	0	9 326	0	50	0
	Togo								
	TGO004	VIEWWARD	TG Projet d'Appui à la Réforme des Collèges PAREC 2	0	14 655	0	0	14 655	0
	Asie du Sud								
	Inde								
	IN122	SNCF	Safe, Healthy and Learning Environment for Migrant Children	7 947	0	0	0	7 947	0
	IND053	FINANCEMENT SYMBIONYME LE FONDS L'OREAL POUR LES FEMMES	LEAD	1 092	0	0	0	1 092	1 092
	IND001	FINANCEMENT TFWA	LEAD	11 985	13 375	7 027	0	18 332	0
	IND053	FINANCEMENT TFWA	LEAD	28 963	0	0	0	28 963	0
	Asie du Sud est								
	Cambodge								
	CAM016	FONDATION PSA	Développement d'un environnement de lecture pour améliorer la qualité de l'éducation et de l'alphabétisation	1 121	0	0	0	1 121	1 121
	CAM016	RENAULT RETAIL GROUP	Développement d'un environnement de lecture pour améliorer la qualité de l'éducation et de l'alphabétisation	465	0	0	0	465	465
	KHM017	STICHTING FLOW TRADERS	Cambodian Consortium for Out of School Children	469	0	0	0	469	469
	Laos								
	LAO08	LVMH FRAGRANCE BRANDS	Environnement et éducation inclusive pour les enfants des minorités ethniques	123	0	0	0	123	123
	LAO08	FONDATION ETINCELLE	Environnement et éducation inclusive pour les enfants des minorités ethniques	512	0	0	0	512	512
	LAO08	FONDATION MASALINA	Environnement et éducation inclusive pour les enfants des minorités ethniques	204	0	0	0	204	204
	LAO014	FONDS L'OREAL	Enhanced Entrepreneurship and Employment Opportunity for Ethnic Women in Lao PDR	0	12 235	0	0	12 235	0
	VNM024	FONDS L'OREAL	Promoting Career Development and Business Opportunity for Youth and Women	0	8 571	0	0	8 571	0



VARIATION DES FONDS DIDIÉS ISSUS DE :	Code projet	FINANCEMENT	PROJET	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
						Montant global	Dont remboursement	Montant global	Dont fond dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
Ressources liées à la générosité du public	Afrique								
	Projet sous régional								
	AFR004	AFR005-FP-C001-DIVERS- ALFA/EECREQ - DIVERS DONATEUR - (ALFA) / EECREQ	A Light For Africa (ALFA)	2 428	0	0	0	2 428	0
	AFR005	AFR005-FP-C001-EFWN - FINANCEMENT DIVERS EFWN - AFR005-FP-C001-MP-EECREQ - DIVERS DON AFFECTE	Projet EECREQ	27 840	23 263	25 374	0	25 798	0
	AFR005	COLLECTE BENEVOLES	Projet EECREQ	7 984	7 411	7 984	0	7 411	0
	Bénin								
	BEN003	BEN003-Dons issus de Particuliers-FP - BEN003 - Dons issus de particuliers	AGR	1 145	0	0	0	1 145	0
	Sénégal								
	SEN002	SN035-FP-CFAN02A1-2019 - SN036	SEN - PAEBCA 2020	5 172	0	5 172	0	0	0
	Togo								
	TGO004	TGO004-FP-C001-FONDS ASS LA FERME DES CROCODILES 2023 - FINANCEMENT FONDS ASS LA FERME DES CROCODILES PAREC 2	PAREC 2	33 230	65	0	0	33 315	0
	Asie du Sud est								
	VIE016	VIE016-FP-CFAN03A1-2019 - VIE016	Promoting inclusive and relevant early childhood care and education for ethnic minority and disadvantaged children in Vietnam	6 078	0	0	0	6 078	6 078
	Asie du Sud								
	IND058	JEANNINE CHEVOLOT IND094-FP-CFAN01A1-2019 - IND094	PAHAL Education et Promotion de la dignité des enfants de travailleurs/ses du sexe (SPID)	5 219	0	0	0	5 219	0
	IND003		Migration (MIRC)	5 994	0	0	0	5 994	5 994
	URGENCE								
	Népal								
	NEP003	Nepal Emergency Fund-U - Nepal Emergency Fund	Nepal Emergency Project	53	0	0	0	53	53
	Sri Lanka								
	LK008	URGSRILK008-U-GP - FINANCEMENT URGENCE SRI LANKA	Sri Lanka Flood Response Programme	2 143	0	0	0	2 143	2 143
	VNM000	URG000-U-GP-FONDS URGENCE - FINANCEMENT FONDS URGENCE	Urgence Vietnam	0	23 393	0	0	23 393	0
	ALL001	FR-Urgence/Emergency-COVID- 19-FP-ALL001 - FR- Urgence/Emergency-COVID-19	Urgence / Emergency COVID-19	4 092			0	4 092	0
	Total fonds dédiés			3 044 294	1 339 780	1 377 832	0	3 006 311	742 047

## Annexe 10 : Détails des fonds reportés

Référence dossier de legs	Fonds reporté au 31 décembre 2023	Réalisation au cours de l'année	Report de l'exercice	Fonds reporté au 31 décembre 2024
15996	150 000	150 000		
31628	12 786	12 786		
53594	1 372			1 372
71783			500	500
P135392	22 320	22 320		
P167338	25 084			25 085
P448140	9 500	9 500		
	221 062	194 606	500	26 957

## Annexe 11 : Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31-déc-24	31-déc-23	Variation	%
France	621 754	398 788	222 965	56%
Vietnam	3 175	29 578	-26 402	-89%
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>624 929</b>	<b>428 366</b>	<b>196 563</b>	<b>46%</b>

## Annexe 12 : Dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales	31-déc-24	31-déc-23	Variation	%
<b>Dettes sociales et fiscale à payer</b>	<b>194 590</b>	<b>189 103</b>	<b>5 486</b>	<b>3%</b>
France	164 518	160 956	3 561	2%
Vietnam	30 072	28 147	1 925	7%
<b>Charges sur congés à payer</b>	<b>281 505</b>	<b>257 210</b>	<b>24 295</b>	<b>9%</b>
<b>Provision pour congés à payer</b>	<b>177 898</b>	<b>168 925</b>	<b>8 973</b>	<b>5%</b>
France	168 020	158 201	9 819	6%
Vietnam	9 878	10 724	-846	-8%
<b>Provision pour charges sur congés à payer</b>	<b>103 607</b>	<b>88 284</b>	<b>15 323</b>	<b>17%</b>
France	103 607	88 284	15 323	17%
Vietnam			0	0%
<b>Autres</b>	<b>6 077</b>	<b>6 731</b>	<b>-654</b>	<b>-10%</b>
France	0	0	0	0%
Asie du Sud Est			0	0%
<b>Trésor Public, impôts sur les sociétés</b>	<b>45</b>	<b>1 049</b>	<b>-1 004</b>	<b>-96%</b>
Vietnam	45	1 049	-1 004	-96%
<b>Divers</b>	<b>6 031</b>	<b>5 682</b>	<b>350</b>	<b>6%</b>
France	6 031	5 682	350	6%
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>482 171</b>	<b>453 044</b>	<b>29 127</b>	<b>6%</b>

## Annexe 13 : Autres dettes et charges à payer

Autres dettes	31-déc-24	31-déc-23	Variation	%
<b>Transferts restant à effectuer sur les programmes</b>	<b>207 296</b>	<b>79 894</b>	<b>127 402</b>	<b>159%</b>
France	0	0	0	0%
Vietnam	207 296	79 894	127 402	159%
<b>Divers créditeurs</b>	<b>968 428</b>	<b>1 185 646</b>	<b>-217 217</b>	<b>-18%</b>
France	968 428	1 185 534	-217 105	-18%
Vietnam	0	112	-112	-100%
<b>Autres dettes</b>	<b>1 175 725</b>	<b>1 265 540</b>	<b>-89 815</b>	<b>-7%</b>



## Annexe 14 : Comptes de régularisation – passif

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	31-déc-24	31-déc-23	Variation	%
Vietnam	76 849	214 927	-138 077	-64%
France	1 223 547	3 033 388	-1 809 841	-60%
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>1 300 397</b>	<b>3 248 315</b>	<b>-1 947 918</b>	<b>-60%</b>

Les produits constatés d'avance affichent une diminution de 60 %. Cette baisse s'explique par la réduction des conventions pluriannuelles signées en 2024, dont certaines activités ne commenceront qu'en 2025.

## Annexe 15 : Subventions

NATURE	BAILLEUR	Montant
Subvention d'exploitation	AFD	865 864
	ERASMUS+	31 684
	Région Nouvelle Aquitaine	10 000
	Union Européenne	1 025 323
		<b>1 932 871</b>

## Annexe 16 : Legs

LEGS	2024
<b>Produits</b>	<b>571 942</b>
Montant perçu au titre d'assurances-vie	67 863
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	96 000
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	213 473
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	194 606
<b>Charges</b>	<b>205 500</b>
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	205 000
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	500
<b>RESULTAT</b>	<b>366 442</b>

Annexe 17 : Aides financières

VARIATION DES AIDES FINANCIERES en K€	2024	2023	Variation %
Financement octroyé par AEA Paris (au réseau)	5 685	6 621	-14%
Financement octroyé aux associations tiers par AEA Vietnam (hors réseau)	210	282	-25%
Financement octroyé aux associations tiers par AEA Paris	189	417	-55%
TOTAL	6 084	7 320	-17%

Annexe 18 : Etat séparé des avantages et des ressources en provenance de l'étranger

Etat du contributeur	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Afrique du Sud	500 €
Allemagne	14 608 €
Andorre	4 028 €
Arabie Saoudite	187 €
Argentine	240 €
Australie	427 €
Autriche	842 €
Belgique	52 401 €
Brésil	307 €
Canada	1 553 €
Chine	888 €
Colombie	183 €
Danemark	244 €
Dominicaine, République	300 €
Emirats arabes unis	785 €
Espagne	4 828 €
Etats-Unis d Amérique	4 224 €
Finlande	409 €
Grèce	725 €
Hong Kong	240 €
Hongrie	50 €
Inde	509 €
Irlande	1 132 €
Islande	144 €
Israël	428 €
Italie	6 859 €

Etat du contributeur	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Japon	1 406 €
Lituanie	- €
Luxembourg	8 173 €
Maroc	2 180 €
Maurice	240 €
Mexique	1 800 €
Monaco	1 489 €
Myanmar	240 €
Nouvelle-Zélande	638 €
Pakistan	308 €
Paraguay	240 €
Pays-Bas	4 333 €
Pologne	251 €
Portugal	3 824 €
Roumanie	- €
Royaume-Uni	175 €
Russie	486 €
Rwanda	1 219 €
Sénégal	275 €
Singapour	2 314 €
Slovaquie	444 €
Slovénie	300 €
Suède	547 €
Suisse	11 687 €
Thaïlande	244 €
Togo	240 €
Turquie	528 €
UK	6 800 €
Viet Nam	484 €
<b>Total général</b>	<b>147 903</b>

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application du règlement ANC n° 2022-04 modifiant le règlement ANC n° 2018-06 est mise à la disposition du public au siège de l'association, situé au 53 Boulevard de Charonne, 75011 Paris, selon les modalités suivantes : sur demande.



## Annexe 19 : Produits et charges financières

RESULTAT FINANCIER	31-déc-24	31-déc-23	variation	%
<b>Produits financiers</b>	<b>187 903</b>	<b>107 900</b>	<b>80 003</b>	<b>74%</b>
Intérêts et produits assimilés	130 355	43 344	87 011	201%
France	130 297	43 234	87 063	201%
Vietnam	58	110	-52	-47%
Reprises de provisions et reprises de change	53 602	47 410	6 192	0%
France	53 602	47 410	6 192	13%
Vietnam			0	0%
Différences positives de change	3 947	17 146	-13 200	-77%
France	95	248	-153	-62%
Vietnam	3 851	16 898	-13 047	-77%
<b>Charges financières</b>	<b>64 624</b>	<b>54 104</b>	<b>10 520</b>	<b>19%</b>
Dotations aux provisions et amortissements	64 073	53 602	10 471	0%
France	64 073	53 602	10 471	20%
Vietnam			0	0%
Différences négatives de change	551	502	49	10%
France	551	502	49	10%
Vietnam	0	0	0	0%
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>123 279</b>	<b>53 796</b>	<b>69 483</b>	<b>129%</b>

Le résultat financier a augmenté de 130% en 2024, passant de 53 796 à 123 279, principalement grâce à une hausse significative des intérêts et produits assimilés (+201%) en France, malgré une baisse des différences positives de change (-77%).

## Annexe 20 : Produits et charges exceptionnels

RESULTAT EXCEPTIONNEL	31-déc-24	31-déc-23	Variation	%
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>4 215</b>	<b>39 888</b>	<b>-35 673</b>	<b>-89%</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 000	39 888	-36 888	-92%
France	3 000	39 888	-36 888	-92%
Vietnam		0	0	
Autres produits exceptionnels	1 215	0	1 215	0%
France	1 189		1 189	0%
Vietnam	26	0	26	0%
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>2 910</b>	<b>73 840</b>	<b>-70 984</b>	<b>-96%</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 856	73 840	-70 984	-96%
France	2 856	73 668	-70 811	-96%
Vietnam	0	173	-173	
Charges sur cessions d'actifs	0	0	0	0%
Dotations aux provisions et amortissements	53	0	0	0%
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>1 305</b>	<b>-33 952</b>	<b>35 258</b>	<b>-104%</b>

## Annexe 21 : Autres informations

### a) Engagements hors bilan

#### Conventions de financement avec contrepartie AIDE ET ACTION France

Certaines conventions avec nos bailleurs privés ou institutionnels sont pluriannuelles et nécessitent une contrepartie financière de la part d'AIDE ET ACTION France.

Les contributions financières sur lesquelles AIDE ET ACTION France s'est engagée sur les exercices postérieurs 2024 sont mentionnés en hors bilan dans le tableau ci-dessous :

Code projet	Projets	Pays	Bailleurs	Montant total Projet	Engagement post 2024	
					Bailleurs	AEA
VNM/LAO	GEVEE	Vietnam / LAOS	AFD	1 429 649	373 377	416 160
TOTAL				1 429 649	373 377	416 160

### b) Effectifs au 31 décembre 2024

Les effectifs regroupent les salariés travaillant au siège d'AIDE ET ACTION France, à la Direction Internationale et de l'établissement rattaché des pays d'intervention.

EFFECTIFS	2024			2023		
	Cadres	Employés	Total	Cadres	Employés	Total
France	29	14	43	28	12	40
Vietnam	1	15	16	1	17	18
Total AEA France	30	29	59	29	29	58

Les effectifs en France ont augmenté de 7,5 %.

### c) Etat des 3 et 5 rémunérations les plus élevées

Le montant global des rémunérations brutes des trois salariés les mieux rémunérés s'est élevé à 240 586 € pour l'exercice 2024 (226 612 € en 2023).

Le montant global des rémunérations brutes versées aux cinq personnes les mieux rémunérées s'est élevé à 365 217 € pour l'exercice 2024 (359 649 € en 2023).

Il convient de rappeler que les membres du conseil d'administration de l'association ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur fonction.

### d) Bénévolat et contributions volontaires

Les principales contributions volontaires, effectuées à titre gratuit, dont bénéficie l'Association au niveau du siège, correspondent à des tâches administratives, de mise sous pli et de traitement du courrier.



Certains bénévoles interviennent à titre tout à fait régulier, et d'autres plus ponctuellement, en fonction de besoins locaux spécifiques. En France, ces contributions assurées par des bénévoles répartis à travers des équipes locales et des bénévoles travaillant au siège représentent 406 jours, soit un équivalent de plus de 3247 heures (base 8h/j). Si le bénévolat existe dans les autres pays d'intervention Aide et Action France, l'association ne dispose pas à ce jour de données permettant d'estimer les heures bénévoles effectuées dans ces pays.

Le bénévolat a été estimé dans CROD et le CER mais n'est pas significatif au regard des activités de AEA France.

e) **Situation fiscale**

Les activités prépondérantes menées par AIDE ET ACTION France ne sont pas soumises aux impôts commerciaux. Les activités lucratives de l'association font l'objet d'une sectorisation fiscale et présentent un déficit pour l'année 2024 de 37 975 €.

Les recettes s'élèvent à 65 748 €, et sont composées de la vente des abonnements au magazine.

Les dépenses liées à l'activité lucrative s'élèvent pour l'année 2024 à 103 723 €, et incluent les coûts de production internes et externes des magazines.

De plus, l'Association est redevable de l'impôt à taux réduit dû sur certains revenus mobiliers et locatifs.

f) **Personnes morales bénéficiaires des financements de l'association**

Les dispositions du point 2 du décret no 2024-720 du 5 juillet 2024 obligent à inscrire des personnes morales bénéficiaires des financements de l'association et les montants des redistributions versées dans le cadre de ses missions d'intérêt général :

Dénomination	Nature	Adresse	Adresse électronique	Coordonnées téléphoniques	Montants Versés
Aide et Action International Afrique	Association	Immeuble Grunitzky Akofala – Aflao Gakly - Quartier Djidjole - 01BP2998 - Lomé 01 - Togo	aeaiafrique.dra@action-education.org	+228 22 53 80 00	3 604 150 €
Action Education Laos	Association	Unit 39, Hom/Street 15, Phonphanao Village, Xaysettha district, Vientiane capital, Laos PDR	info-lao@action-education.org	+856 21 261 537	219 370 €
Aide et Action Cambodge	Association	6th Floor, #322, Street 182, Sangkat Tek La-ork, Khan Toulkork, Phnom Penh, Cambodia	info-cambodia@action-education.org	+855 23 884 610	1 343 734 €
Aide et Action India	Association	AA Block, New No.2 (Old No.42), 1st Floor, 3rd Main Road - Anna Nagar, Chennai – 600 040	info.india@action-education.org	+91 44 43300076 / 77	611 895 €
Aide et Action Nepal	Association	Chakupat-22, Lalitpur, Nepal	mahesh.bakhrel@action-education.org	+977-985 1196711	108 817 €
Aide et Action Sri Lanka	Association	23 1/1, Gregorys' Road Dehiwala Sri Lanka	dhilshani.mahuroof@action-education.org	+94-777 580913	113 941 €
AeA International	Association	Rue de Vermont 9A 1202 Genève, Suisse	aeaint@action-education.org	+41 22 716 52 10	40 456 €
Action Education Suisse	Association	Rue de Vermont 9A 1202 Genève, Suisse	infosuisse@action-education.org	+41 22 716 52 10	169 211 €



## 4. Notes sur le Compte de Résultat par Origine et Destination et du Compte d'Emploi des Ressources 2024 (CROD et CER)

### Préambule

Le Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du grand public (CER) est obligatoire pour les associations faisant appel à la générosité du public. Il a été mis en place par la loi n°91-772 du 7 août 1991 modifiée par l'ordonnance n°2005-856 du 28 juillet 2005. Le règlement n°2008-12 du 7 mai 2008 du Comité de la réglementation comptable en définit les modalités d'établissement. Le nouveau règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 vient modifier les modalités d'établissement du CER.

L'obligation de mise en place d'un compte emploi ressources a été établie pour des impératifs de transparence, dans la lignée des différents contrôles auxquels sont soumises les associations. Le CER est là pour garantir la bonne gestion de ces fonds et la légitimité de leur utilisation, il précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses.

Le CER fait partie des annexes des comptes annuels.

Le CER est un document financier structuré sous forme de tableau en deux parties, la première partie sur la provenance des fonds récoltés (partie ressources) et, la deuxième partie, sur l'utilisation de ces mêmes fonds (partie emplois).

Le CER est établi en adéquation avec les rubriques correspondantes du compte de résultat pour donner une information globale de l'ensemble des ressources et des emplois.

### Structure du CROD et du CER

#### **Structuration du CROD**

Le total des débits et crédits du CROD est égal au total des débits et crédits du compte de résultat à la différence près des refacturations de charges aux entités non intégrées. En effet, afin que les ratios calculés par le CROD d'Aide et Action France ne soient pas dénaturés par les refacturations à une entité non intégrée (comme les refacturations à AEAI), une dérogation a été introduite à la règle d'égalité du total des débits et crédits du CROD et des débits et crédits du compte de résultat.

La colonne « Dont générosité du public » du CROD a pour objectif de faire un focus sur les ressources issues de la Générosité du Public et de présenter le suivi des emplois qui y ont été affectés.

#### **Structuration du CER**

Le CER ne concerne que les ressources et les contributions volontaires en nature issues de la générosité du public. Un comparatif est fait entre l'année N et l'année N-1.

Afin de mieux comprendre, les définitions suivantes sont nécessaires :

### Définition de la mission sociale et principes et méthodes d'affectation des coûts

Définition : les missions sociales sont les actions opérationnelles effectivement en lien avec l'objet social de l'association Aide et Action « le *développement par l'éducation* » (article 1<sup>er</sup> des statuts d'Aide et Action France) mais surtout les actions pour réaliser les causes mise en avant lors des campagnes d'appel à la générosité publique.

Cette action s'effectue en coopération avec les autres entités Aide et Action dans le monde, au sein de l'Organisation Aide et Action International.

Dans ce but, la sensibilisation du public est faite par tous moyens autorisés par la Loi, notamment par le développement du lien de solidarité, dont le parrainage, fondement de l'association.

Elle contribue à porter un large mouvement pour l'éducation et agit sur tous les facteurs ayant des incidences sur le domaine éducatif.

L'Association soutient des projets de développement par l'éducation et favorise l'action militante pour le respect du droit à une éducation de qualité pour tous.

Elle s'appuie notamment sur une équipe exécutive et sur l'engagement bénévole.

L'engagement bénévole au sein d'AIDE ET ACTION France contribue à développer la mission de l'association, notamment à travers :

- La promotion de la solidarité internationale ;
- La valorisation du lien solidaire entre tous les acteurs qui soutiennent la cause ;
- Le développement de la vie associative internationale ;
- Les possibilités d'échanges et de rencontres entre tous les acteurs de l'Organisation Aide et Action International.

Le Règlement comptable 2018-06 précise : que « pour chaque mission sociale définie, il convient de procéder à l'affectation de l'ensemble des coûts engagés par l'association. Ces coûts *qui disparaîtraient si la mission sociale n'était pas réalisée* peuvent être :

- Soit des coûts directs
- Soit des coûts indirects de structure ou de fonctionnement imputés sur la base d'une règle d'affectation préétablie. »

Les règles d'affectation des coûts indirects sur la mission sociale ont donc été précisées par le Conseil d'Administration.

Afin de permettre la diffusion des actions d'Aide et Action, il a été décidé de renforcer l'information et la sensibilisation du Grand Public, notamment envers les parrains et donateurs.

Les dépenses se composent principalement de :

- 35% (pourcentage revu régulièrement) des coûts du département collecte correspondant à la partie axée sur la sensibilisation du lien solidaire (pôle « Fidélisation » notamment).
- 60% (pourcentage revu régulièrement) des coûts du pôle Communication : partie axée sur la sensibilisation du lien solidaire.

## **Définition des fonds issus de la générosité du public**

Les ressources provenant de la générosité du public sont les suivantes :

- Dons réguliers (y compris parrainage)
- Dons ponctuels
- Recettes de manifestations et de soutien

- Legs et donations...
- Mécénat

### **Règles d'affectation des ressources au financement des emplois**

Les calculs et les règles d'affectation de la générosité du public au financement des emplois arrêtés par le Conseil d'Administration sont les suivants :

- Les ressources des financements institutionnels et autres ressources affectées financent les projets auxquels elles sont affectées ;
- Les ressources non affectées, hors appel à la générosité du public et provenant de l'étranger financent en priorité la mission sociale (les frais de fonctionnement étant utilisés au niveau du pays de collecte) ;
- Les autres produits financent en priorité les frais de fonctionnement (frais financiers, autres frais, frais d'information et de communication et frais de gestion) ;
- Les reprises de provisions consommées compensent les charges correspondantes inscrites dans les emplois. Les reprises de provisions non consommées financent les emplois de même nature ;
- L'appel à la générosité du public non affectée à des projets particuliers finance le reste : la mission sociale, les frais de collecte, les investissements et les frais de fonctionnement.



## 5. CROD

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1. Produits liés à la générosité du public</b>	<b>10 720 823</b>	<b>10 720 823</b>	<b>11 085 466</b>	<b>11 085 466</b>
1.1 Cotisations sans contrepartie	20 545	20 545	55 480	55 480
1.2 Dons, Legs et Mécénat	10 700 278	10 700 278	11 029 985	11 029 985
<i>Dons manuels</i>	10 211 204	10 211 204	10 476 545	10 476 545
<i>Legs, Donations et assurances vies</i>	366 442	366 442	421 492	421 492
<i>Mécénat</i>	122 632	122 632	131 948	131 948
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
<b>2. Produits non liés à la générosité du public</b>	<b>939 774</b>		<b>827 025</b>	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage d'entreprise				
2.3 Contributions financières sans contre partie	666 269		423 839	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	273 505		403 186	
<b>3. Subventions et autres concours publics</b>	<b>1 932 870</b>		<b>3 474 110</b>	
<b>4. Reprises sur provisions et dépréciations</b>	<b>147 602</b>		<b>73 356</b>	
<b>5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs</b>	<b>1 377 832</b>	<b>24 810</b>	<b>425 118</b>	<b>58 760</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15 118 902</b>	<b>10 745 633</b>	<b>15 885 075</b>	<b>11 144 226</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1. Missions sociales</b>	<b>10 243 958</b>	<b>7 633 246</b>	<b>11 084 712</b>	<b>7 838 617</b>
1.1 Réalisées en France	3 749 490	3 560 931	3 480 482	3 152 549
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	3 749 490	3 560 931	3 480 482	3 152 549
<i>Versement à d'autres organismes</i>				
1.2 Réalisées à l'étranger	6 494 468	4 072 315	7 604 230	4 686 068
<i>Actions réalisées par l'organisme</i>	691 858	221 107	1 079 556	556 705
<i>Vietnam</i>	689 130	218 379	858 226	383 734
<i>Haïti</i>	2 728	2 728	221 331	172 971
<i>Versement à d'autres organismes</i>	5 802 610	3 851 208	6 524 674	4 129 363
<i>Aide et Action Afrique</i>	3 316 878	2 243 176	3 698 856	2 643 636
<i>Aide et Action Asie du Sud</i>	937 439	930 412	923 049	906 412
<i>Aide et Action Asie du Sud Est et Chine</i>	1 537 487	666 814	1 875 339	551 885
<i>Aide et Action International</i>	10 806	10 806	27 430	27 430
<b>2. Frais de recherche de fonds</b>	<b>1 951 278</b>	<b>1 951 278</b>	<b>1 664 298</b>	<b>1 664 298</b>
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	1 951 278	1 951 278	1 664 298	1 664 298
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
<b>3. Frais de Fonctionnement</b>	<b>1 376 857</b>	<b>1 146 454</b>	<b>1 722 537</b>	<b>1 722 537</b>
<b>4. Dotation aux provisions et dépréciations</b>	<b>69 682</b>		<b>182 822</b>	<b>182 822</b>
<b>5. Impôts sur les bénéfices</b>	<b>4 870</b>		<b>761</b>	
<b>6. Reports en fonds dédiés de l'exercice</b>	<b>1 339 780</b>	<b>14 655</b>	<b>1 249 393</b>	<b>52 395</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14 986 425</b>	<b>10 745 633</b>	<b>15 904 522</b>	<b>11 460 668</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>132 477</b>	<b>-</b>	<b>19 448</b>	<b>- 316 443</b>

B. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat	48 218	48 218	288 253	288 253
Prestations en nature				
Dons en nature	-	-	-	-
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public				
3. Concours publics en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
<b>TOTAL</b>	<b>48 218</b>	<b>48 218</b>	<b>288 253</b>	<b>288 253</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
1. Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France	27 882	27 882	17 522	17 522
Réalisées à l'étranger				
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds	-	-	22 222	22 222
3. Contributions volontaires au Fonctionnement	20 336	20 336	248 509	248 509
<b>TOTAL</b>	<b>48 218</b>	<b>48 218</b>	<b>288 253</b>	<b>288 253</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## 5.1 Tableaux de passages du compte de résultat au CROD

Le tableau ci-dessous permet d'effectuer un rapprochement entre les produits et charges figurant au compte de résultat par nature et les produits et charges renseignés dans le CROD. La ventilation des dépenses de l'association dans le CROD s'effectue grâce à la comptabilité analytique avec pour objectif le respect de la volonté des donateurs, notamment en n'affectant pas de charges de frais de fonctionnement général dans les rubriques « missions sociales » et « frais de recherche de fonds ».

Sous la rubrique « missions sociales », sont rattachées les dépenses mentionnées dans les principes généraux d'établissement du CROD.

Les frais de recherche de fonds destinés à susciter des dons et legs sont clairement distingués des autres frais de communication.

De même, les frais généraux indirects et les frais de communication institutionnelle, hors dotations aux provisions, sont systématiquement imputés en totalité sous la rubrique « frais de fonctionnement ».



5.1.1 Tableau de passage des produits aux ressources du CROD

	Produits Liés à la générosité du public	Produits non liés à la générosité du public	Subventions et autres concours publics	Reprises de provisions	Utilisation de fonds dédiés antérieurs	Total des ressources
Cotisation		20 545				20 545
Ventes de produits finis, prestations de services, marchandises		98 913				98 913
Concours publics et subventions d'exploitation			1 932 871			1 932 871
Ressources liées à la générosité du public	10 700 278					10 700 278
Contribution financières		666 269				666 269
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges				150 650		150 650
Utilisations des fonds dédiés					1 377 832	1 377 832
Autres produits		12				12
Produits financiers		187 903				187 903
Produits exceptionnels		4 215				4 215
Total	10 700 278	977 857	1 932 871	150 650	1 377 832	15 139 489

5.1.2 Tableau de passage des charges aux emplois du CROD

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	MISSIONS SOCIALES				FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		FRAIS DE FONCTIONNEMENT	Dotations aux provisions et amortissements	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	VNC éléments actifs et passifs figurant dans les rubriques		TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Résultats sociaux		Résultats à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					Autres produits liés à la générosité du public	Autres produits non liés à la générosité du public	
	Résultats sociaux		Résultats à l'étranger										
	par l'organisme	Venements à d'autres organismes	par l'organisme	Venements à d'autres organismes									
Achat	17 457		28 852		16 418		36 276						99 002
Services extérieurs	723 338		51 090		1 063 106		232 737						2 070 271
Autres services extérieurs	911 863		113 018		324 041		368 878						1 717 801
Impôts taxes et versements assimilés	118 511		18 151		31 417		50 795		4 870				223 744
Charges de personnel	1 870 220		268 211		516 296		560 437						3 215 164
Autres charges de gestion courante	108 101		6 002 026				1 930						6 112 058
Charges financières	-		-		0		551						551
Charges exceptionnelles	-		-		-		2 856						2 856
Amortissements	-		13 120		-		122 395						135 515
Provisions	-		-		-		-	69 682					69 682
Fonds dédiés	-		-		-		-			1 339 780			1 339 780
TOTAL	3 749 430	-	6 494 468	-	1 951 278	-	1 376 857	69 682	4 870	1 339 780	-	-	14 986 425

5.2 RESSOURCES

Les ressources comprennent notamment les rubriques suivantes :

- ressources collectées auprès du public
- autres fonds privés
- subventions et autres concours publics
- autres produits.

5.2.1 Ressources collectées auprès du public

En ce qui concerne la règle d'attachement des produits à l'exercice :

**Dons manuels :** Sont enregistrés sur l'exercice, les dons reçus avant la clôture pour les dons en numéraire. Les dons par chèque sont enregistrés sur la base de la date figurant sur le chèque. Pour 2024, ils s'élèvent à 10 211 K€ (contre 10 477 K€ en 2023).

**Legs et autres libéralités encaissés :** Dès lors que la réalisation est effective, les legs et autres libéralités sont enregistrés en produit du montant exact et définitif de la vente, net des charges d'acquisition ayant grevé le bien pendant sa transmission. Ils sont de 366 K€ en 2024 contre 421 K€ en 2023.



**Mécénat** : Sont enregistrés sur l'exercice les dons d'entreprise avec ou sans convention. Ils sont de 123 K€ contre 132 K€ en 2023

Au total, les ressources liées à la générosité du public s'élèvent à 10 721 K€ en 2024 et sont relativement stables comparées à 2023 (11 085 K€).

### 5.2.2 Produits dédiés ou non par le tiers financeur à un projet défini

	Produits dédiés par le tiers financeur à un projet défini	Produits non dédiés
<b>1. Produits liés à la générosité du public</b>	162 320	10 558 504
1.1 Cotisations sans contrepartie		20 545
1.2 Dons, Legs et Mécénat	162 320	10 537 959
<i>Dons manuels</i>	39 688	10 171 517
<i>Legs, Donations et assurances vies</i>		366 442
<i>Mécénat</i>	122 632	
1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
<b>5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs</b>	24 810	
<b>Total</b>	<b>187 129</b>	<b>10 558 504</b>

### 5.2.3 Produits non liés à la générosité du public

**Contributions financières sans contrepartie** sont nette augmentation en 2024 et s'élèvent à 666 K€ contre 424 K€.

100% des partenariats d'entreprises sont affectés à des projets spécifiques en 2024.

Les fonds privés affectés à des projets spécifiques sont enregistrés en produits dès lors que la convention est signée.

La fraction attribuée au titre des exercices futurs est inscrite en "Produits constatés d'avance", et l'éventuelle quote-part de l'exercice non utilisée à la clôture donne lieu à la comptabilisation d'une charge en « Report en fonds dédiés » en contrepartie d'une dette en « Fonds dédiés ».

**Autres produits non liés à la générosité du public** : Ces produits proviennent :

- des cotisations des membres de l'association
- des ventes des produits commerciaux tels que les cartes de vœux, tee-shirts, cahiers, ...
- des produits accessoires
- des abonnements au bulletin trimestriel
- des produits financiers
- des charges refacturées à d'autres organismes extérieurs au Réseau AIDE ET ACTION.

Ils s'élèvent à 274 K€ en 2024 (contre 403 K€ en 2023).

## 5.2.4 Les subventions et autres concours publics

**Les subventions et autres concours publics**, autrement dit les financements institutionnels, suivent le même schéma de comptabilisation que les fonds privés affectés.

Les recettes de financements institutionnels de 2024 sont en baisse et se fixent à 1 933 K€ contre 3 474 K€ en 2023, soit - 44%.

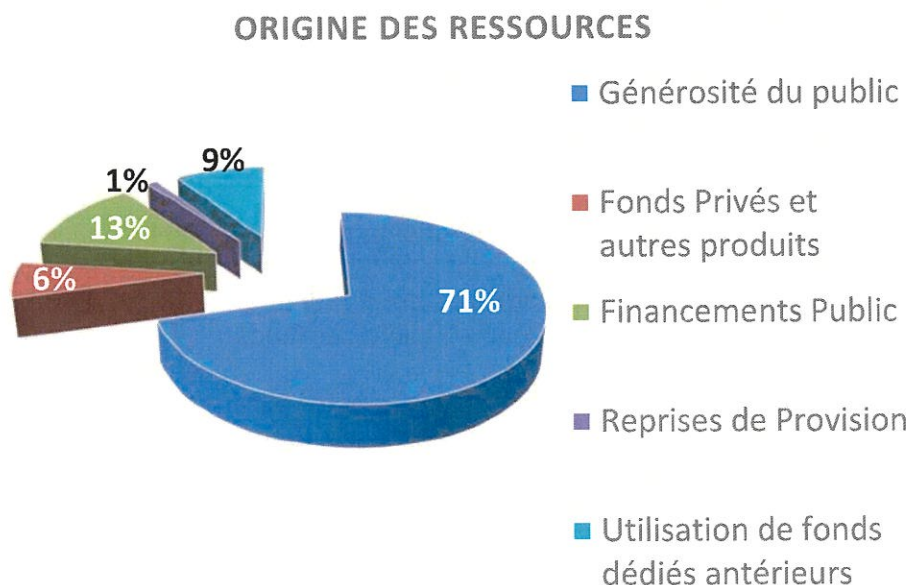
L'Union Européenne est notre bailleur le plus important en 2024 avec 53% de nos ressources institutionnelles.

## 5.2.5 Reprises de provisions et dépréciations

Les reprises de provision correspondent à :

- La reprise d'une provision de 148 k€ ;

Au final, l'origine des ressources est résumée sur le graphique ci-dessous :



## 5.2.6 Utilisation de fonds dédiés antérieurs

Les sommes inscrites sous cette rubrique se composent des fonds dédiés qui restaient à engager au 31 décembre 2023 et qui ont été engagés au cours de l'exercice 2024. Ils s'élèvent à 1 378 K€ (contre 425 K€ en 2023).



## 5.3 EMPLOIS

Les emplois correspondent à une affectation par fonction des charges du compte de résultat, décomposés en quatre rubriques principales :

- missions sociales
- frais de recherche de fonds
- frais de fonctionnement
- engagements à réaliser sur ressources affectées.

### 5.3.1 Missions sociales

#### Réalisées en France :

La formation au développement du réseau bénévole, les projets, l'information et la sensibilisation du public constituent les missions sociales réalisées en France. Elles s'élèvent en 2024 à 3 750 K€ (3 480 K€ en 2023) et se décomposent de la manière suivante :

- Formation au développement du réseau bénévole : 40 K€ (contre 59 K€ en 2023). Ces charges représentent les frais de déplacement du personnel du service et des bénévoles pour la promotion et la formation des groupes locaux, la production d'outils pédagogiques et les frais liés aux actions dans les écoles et auprès des étudiants.
- Projets : 441 K€ (562 K€ en 2023). Ces charges représentent les coûts directs et indirects des projets éducatifs.
- Information et sensibilisation du public : 3 268 K€ (2 859 K€ en 2023). Ces charges sont constituées des activités de sensibilisation qui ont pour objectif la sensibilisation de différents publics. 35 % du fundraising et 60 % de la communication.

#### Réalisées à l'étranger :

Les dépenses opérationnelles (missions sociales), d'un montant total de 6 494 K€ (7 604 K€ en 2023), sont articulées entre les actions « réalisées directement » et les « versements à un organisme central ou d'autres organismes ». La répartition opérée entre ces deux rubriques est faite par référence au lien juridique existant entre l'entité française et l'entité bénéficiaire des fonds.

Les réalisations directes de 692 K€, suite à la séparation des comptes qui arrive à son terme, ne concernent en 2024 que le Vietnam qui est le seul établissement rattaché à la France.

Les réalisations effectuées via une autre entité du réseau s'élèvent à 5 802 K€ qui se répartissent entre la direction internationale et nos trois régions d'intervention : L'Afrique, L'Asie du Sud et l'Asie du Sud Est.

Les charges affectées à la mission sociale réalisée à l'étranger sont constituées comme toute mission sociale de coûts directs et indirects :

Dans les directions régionales, figurent des frais de coordination, d'appui et d'animation des programmes (formation et suivi), de développement de la région (étude prospective, analyse contexte, nouveaux pays) qui garantissent la qualité des projets et de développement de la mission sociale (partenariats, campagne, influence), ainsi que des actions de sensibilisation des différents publics (gouvernements, populations, communautés, partenaires...)

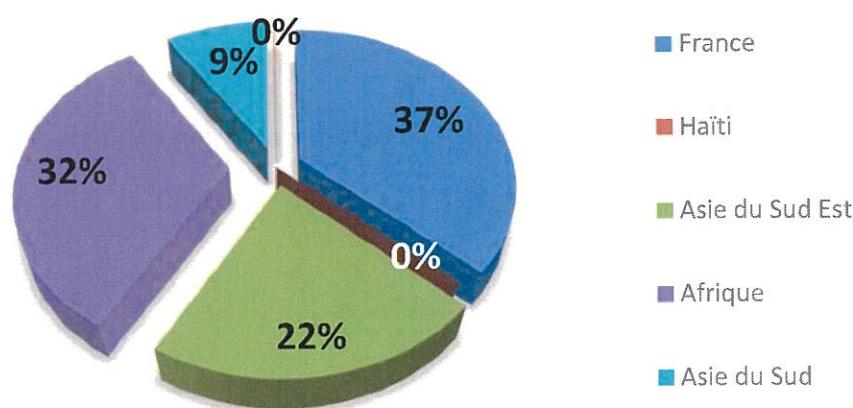
Dans les projets (ventilés par pays) figurent toutes les dépenses opérationnelles, leur mise en œuvre et leur suivi, correspondant entre autres aux activités suivantes :



- construction ou réhabilitation d'infrastructures scolaires,
- amélioration des conditions de scolarisation, notamment par le biais d'équipement des écoles (mobilier, fournitures scolaires, matériel pédagogique et didactique, jeux), ou de l'aménagement de bibliothèques.
- amélioration de la qualité de l'enseignement, via la formation des éducateurs et enseignants, ou l'organisation d'ateliers d'échanges d'expériences et de capitalisation et suivi pédagogique.
- ouverture de l'école à l'environnement, avec la promotion de l'éducation à l'hygiène et à la santé (ex : sécurité alimentaire), et la mise en œuvre d'activités extrascolaires (culturelles, sportives etc.) et/ou d'activités génératrices de revenus.
- sensibilisation et animation des communautés, notamment décentralisées et villageoises (associations de parents d'élèves, groupements d'intérêts économiques).
- alphabétisation, écoles communautaires et insertion des jeunes exclus du système.
- influence, c'est-à-dire les activités de campagne, réseaux, concertations.
- Formation professionnelle et à la citoyenneté des jeunes exclus, ...

Les charges de missions sociales comprennent des actions réalisées et refacturées par Aide et Action International. Celles-ci représentent 11 K€ (27 K€ en 2023). Ces charges de mission sociale correspondent aux coûts d'animation du Réseau d'AIDE ET ACTION qui comprennent la quote-part des frais liés à l'animation et à la coordination du Réseau, aux activités de communication et influence et à l'animation de la vie associative internationale.

### Répartition Missions Sociales



### **5.3.2 Frais de recherche de fonds**

Les frais de recherche de fonds s'élèvent en 2024 à 1 951 K€ (1 664 K€ en 2023)

Cette rubrique comprend des investissements visant l'acquisition de nouveaux donateurs ou la fidélisation de ceux qui nous soutiennent déjà. On y retrouve aussi 60 % des frais de personnel des équipes basées à Paris travaillant sur la collecte de fonds.

En sus des activités de recherche de fonds menées en France, on retrouve, dans cette section, la participation d'AIDE ET ACTION France au fonds de collecte international du Réseau Aide et Action dont l'objectif est d'assurer la bonne conduite de la stratégie internationale de mobilisation des ressources à travers les différentes entités du Réseau AIDE ET ACTION.

### **5.3.3 Frais de fonctionnement**

Les frais de fonctionnement en baisse en 2024 (- 20 % vs 2023) s'établissent à 1 377 K€ en 2024 contre 1 723 K€ en 2023. Les frais de fonctionnement se composent de :

#### **Frais d'information et de communication :**

40 % des frais d'information et de communication autres que les charges visant à la sensibilisation directe à la cause de l'Education. Par exemple, les frais d'édition des rapports financiers, des communications administratives aux parrains... Ils s'élèvent à 355 K€ (242 K€ en 2023).

#### **Autres frais de fonctionnement :**

Ce poste, d'un montant total de 1 022 K€ (1 481 K€ en 2023), inclut les frais financiers, les impôts et taxes et les frais de gestion.

### **5.3.4 Dotation aux provisions et amortissements**

En 2024, nous constatons 70 K€ de dotations contre 183 K€ en 2023.

### **5.3.5 Reports en fonds dédiés**

Les excédents dégagés sur ressources affectées font l'objet de "dotations" en fonds dédiés par le débit du compte "reports en fonds dédiés".

Ils s'élèvent à 1 340 K€ à la fin de l'exercice 2024.



## 6. CER

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>Emplois de l'exercice</b>			<b>Ressources de l'exercice</b>		
<b>1. Missions sociales</b>	<b>7 633 246</b>	<b>7 838 617</b>	<b>1. Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>10 720 823</b>	<b>11 085 466</b>
Réalisées en France	3 560 931	3 152 549	Cotisations sans contrepartie	20 545	55 480
Actions réalisées par l'organisme	3 560 931	3 152 549	Dons, legs et mécénats	10 700 278	10 029 985
Versement à d'autres organisations			Dons manuels	10 211 204	10 476 545
Réalisées à l'étranger	4 072 315	4 686 068	Legs, donations et assurance-vie	366 442	421 492
Actions réalisées par l'organisme	221 107	556 705	Mécénats	122 632	131 948
Vietnam	218 379	383 734			
Haiti	2 728	172 971			
Versement à d'autres organisations	3 851 208	4 129 363	Autres ressources liées à la générosité du public		
Aide et Action Afrique	2 243 176	2 643 636			
Aide et Action Asie du Sud	930 412	906 412			
Aide et Action Asie du Sud Est et Chine	666 814	551 885			
Aide et Action International	10 806	27 430			
<b>2. Frais de recherche de fonds</b>	<b>1 951 278</b>	<b>1 664 298</b>			
Frais d'appel à la générosité du public	1 951 278	1 664 298			
Frais de recherche d'autres ressources					
<b>3. Frais de fonctionnement</b>	<b>1 146 454</b>	<b>1 722 537</b>			
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>10 730 978</b>	<b>11 225 452</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>10 720 823</b>	<b>11 085 466</b>
Dotations aux provisions et dépréciations	-	182 822	Reprise sur provisions et dépréciations		
Report en fonds dédiés de l'exercice	14 655	52 395	Utilisations de fonds dédiés antérieurs	24 810	58 760
<b>EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>			<b>DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>	-	316 443
<b>TOTAL</b>	<b>10 745 633</b>	<b>11 460 668</b>	<b>TOTAL</b>	<b>10 745 633</b>	<b>11 460 668</b>
			<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE</b>	2 218 860	2 509 680
			Excédent ou insuffisance de la générosité du public	-	- 316 443
			Investissements ou désinvestissement nets liées à la générosité du public	- 44 726	25 623
		2 174 274	<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE</b>	2 174 134	2 218 860
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>EXERCICE N</b>	<b>EXERCICE N-1</b>	<b>RESSOURCES PAR ORIGINE</b>	<b>EXERCICE N</b>	<b>EXERCICE N-1</b>
<b>Emplois de l'exercice</b>			<b>Ressources de l'exercice</b>		
<b>1. Contributions volontaires aux missions sociales</b>	<b>27 882</b>	<b>17 522</b>	<b>1. Contributions volontaires liées à la générosité du public</b>	<b>48 218</b>	<b>288 253</b>
Réalisées en France	27 882	17 522	Bénévolat	48 218	288 253
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature		
<b>2. Contributions volontaires à la recherche de fonds</b>	-	22 222	Dons en nature		
<b>3. Contributions volontaires au fonctionnement</b>	<b>20 336</b>	<b>248 509</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>48 218</b>	<b>288 253</b>	<b>TOTAL</b>	<b>48 218</b>	<b>288 253</b>
			<b>FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>EXERCICE N</b>	<b>EXERCICE N</b>
			<b>FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE</b>	101 376	107 741
			Utilisation	- 24 810	- 58 760
			Report	14 655	52 395
			<b>FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE</b>	91 221	101 376

### 6.1 Utilisation des fonds issus de la générosité du public

En 2024, les fonds issus de la générosité du public représentent 10 721 K€, qui sont insuffisants pour financer les différentes activités de l'année.

Les emplois de l'exercice sont de 10 731 K€, répartis comme suit : 7 633 K€ pour la mission sociale, 1 951 K€ pour les frais de recherche de fonds et 1 147 K€ des frais de fonctionnement de l'exercice.

Au 31 décembre 2024, le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice s'élève à 2 174 K€.



## **6.2 Provisions**

En 2024, nous ne constatons pas de dotations aux provisions et dépréciations.

## **6.3 Report en fonds dédiés sur ressources affectées**

Les excédents dégagés sur ressources affectées font l'objet de "dotations" en fonds dédiés par le débit du compte "report en fonds dédiés sur ressources affectées".

Nous avons un report de 15 K€ à la fin de l'exercice 2024.